

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

République Française Département de la Haute-Garonne Arrondissement de MURET

L'an deux mille vingt-six, le vendredi cinq juin, le Conseil Municipal de la commune de NOÉ dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Max CAZARRÉ.

Nombre de membres en exercice	Présents	Absents ayant donné pouvoir	Absents	Date de la convocation
23	18	4	1	29/05/2026

**DELIBERATION N° 49-2026****OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC  
GEOTECHNIQUE DE TYPE G5****Présents :**

Mmes Dominique BARDOU-TAFFIN, Monique BELLIAU, Bérangère BOMBAL, Anne INACIO, Nadia LEMAISTRE, Laure LETHO DUCLOS, Brigitte RADENAC-CHATEIGNON, Sandrine RIAN, Karine VILHES

MM. Stéphane BAROUSSE, Ludovic BIZERAY, Max CAZARRE, Philippe FERAT, Damien GLEYZES, Alain MAREK, Michel POUYSEGUR, Anthony RIBEIRO, Alain TERZI

**Procurations :**

Mme Sophie HEIME à Mme Anne INACIO

M. Cyril LALANNE à M. Stéphane BAROUSSE

Mme Marie-José VALETTE à Mme Bérangère BOMBAL

M. Yannick JASSIN à Mme Nadia LEMAISTRE

**Absent excusé :** M. Jérémy RIBEIRO

**Secrétaire de séance :** Mme Nadia LEMAISTRE

**VU :**

- Le Code de l'environnement, notamment ses articles L.561-1 et suivants relatifs au Fonds de prévention des risques naturels majeurs,
- Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) en vigueur sur le territoire communal de Noé,
- Le rapport du BRGM en date du 31 mars 2026 relatif à l'érosion et/ou à l'instabilité des berges de la Garonne,
- Les dispositions relatives à la prévention des risques naturels majeurs,
- Le projet de réalisation d'un diagnostic géotechnique de type G5 sur les secteurs concernés,

- L'arrêté municipal n°34-2026 du 20 avril 2026 portant mise en sécurité avec interdiction d'accès des berges de la Garonne et dispositif d'évacuation conditionnelle,

**CONSIDÉRANT :**

- Que les berges de la Garonne situées au droit du secteur de la rue Seillane et de la rue du Gaillard du Port à Noé (31410) présentent des signes d'érosion et ou d'instabilité, documentés par le rapport du BRGM en date du 31 mars 2026 ;
- Que l'évolution du phénomène ou son appréciation par suite d'une étude géotechnique plus précise pourrait rendre nécessaire une évacuation rapide des occupants ;
- Que les parcelles concernées sont les suivantes :
  - parcelles B 1224 et B 1227 : 12 rue Seillane
  - parcelles B 1191 et B 1193 : 14 rue Seillane
  - parcelle B 1071 : 20 rue Seillane
  - parcelle B 1072 : 22 rue Seillane
  - parcelles B 221 et B 222 : 18 rue Seillane
  - parcelles B 1190 et B 1192 : 16 rue Seillane
- Que la réalisation d'un diagnostic géotechnique de type G5 est nécessaire afin d'affiner la connaissance du phénomène, de mieux qualifier la vulnérabilité des biens exposés et d'anticiper les mesures de gestion du risque ;
- Que ces études constituent des études préalables susceptibles de déboucher sur des acquisitions amiables de biens habités menacés de façon grave et imminente
- Que cette opération est éligible au financement du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM – Fonds Barnier) ;

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :****DÉCIDE :****Article 1 :**

D'approuver la réalisation d'un diagnostic géotechnique de type G5 sur les biens situés aux parcelles suivantes :

- B 1224, B 1227, B 1191, B 1193, B 1071, B 1072.

**Article 2 :**

De solliciter auprès de l'État une subvention au titre du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM – Fonds Barnier) pour la réalisation de cette opération.

**Article 3 : Plan de financement prévisionnel**

- Montant total de l'opération (HT) : 40 000 €
- Subvention sollicitée au titre du FPRNM : 40 000 € (100 % du montant HT, taux maximum sollicité)
- Autofinancement de la commune : 0 €
- Autres financements : 0 €

**Article 4 :**

D'autoriser Monsieur le Maire à :

- Déposer le dossier de demande de subvention auprès des services de l'État,
- Signer tous documents administratifs, techniques et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Article 5 :**

De préciser que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

Exprimés : 22	Pour : 22	Contre : 0	Abstention : 0
---------------	-----------	------------	----------------

Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,

Fait à NOÉ, le 09/06/2026

Max CAZARRÉ, Maire